

# Les habitants des quartiers, entre peur et solidarité

Éric Marlière

Doutor em sociologia. Pesquisador associado aos laboratórios do CESDIP (CNRS/Ministère de la Justice/UVSQ) e do CERAL (Université Paris Nord). Autor do livro *Jeunes en cité. Diversité des trajectoires ou destin commun ?* (Paris : L'Harmattan, 2005) e de artigos como « Le sentiment d'injustice chez les jeunes d'une cité H.L.M. » (<http://sejed.revues.org/document208.html>).

---

## Resumo

Tendo como foco as transformações sociais que provocaram a decadência dos chamados “subúrbios vermelhos” e a desindustrialização, este texto estuda as percepções dos habitantes (jovens ou não) de uma antiga cidade operária que parece paralisada pela crise econômica, pela precarização e o desespero dos assalariados ou o temor das mães com o futuro de seus filhos. Os trabalhos sociológicos pós-conflitos de 2005 mostram o quadro sócio-econômico degradado, descrédito na república, os conflitos “minorias”/polícia tentando ao mesmo tempo interpretar as razões da cólera sem poder explicar a “passagem para o ato” e restituir as motivações “reais” dos conflituosos.

**Palavras-chave:** transformações sociais, periferia, conflitos, solidariedade

## Abstract

*While being interested in the social transformations which caused decadence of the “red suburbs” and the disindustrialization, this text is interested in perceptions of the inhabitants of an old working city (young people or not) which seems paralysed by the economic crisis, the precarisation, the despair of paid or the fear of the mothers for the future of their children. Sociological works post-riots shows the degraded framework socio-economic, the conflicts “minorities”/police force while trying to interpret the reasons of anger without being able to explain for as much the “passage to the act” and to restore the “real” motivations of therioters.*

**Keywords:** social transformations, periferia, conflicts,

## Résumé

*En s'intéressant aux transformations sociales qui ont provoqué le délitement des « banlieues rouges » et la désindustrialisation, ce text est intéressé aux perceptions des habitants d'une ancienne cité ouvrière (jeunes ou pas) qui semble paralysée par la crise économique, la précarisation, le désespoir des salariés ou la crainte des mères pour l'avenir de leur progéniture. Les travaux sociologiques post-émeutes montrent bien le cadre socio-économiques dégradé, le délitement de la république, les conflits « minorités »/police tout en essayant d'interpréter les raisons de la colère sans pouvoir expliquer pour autant le « passage à l'acte » et restituer les motivations « réelles » des émeutiers.*

**Mots-cléf:** transformations sociales, banlieues, conflits, solidarité

## Introduction

En partant d'une enquête ethnographique d'une ancienne " banlieue rouge " proche de Paris, nous nous sommes intéressés d'une part à la décomposition du monde ouvrier et du système social qui l'accompagnait, puis aux trajectoires des enfants d'ouvriers et d'immigrés qui ne peuvent plus devenir ouvriers, d'autre part. Les mutations récentes connues dans ce quartier pourraient ainsi se résumer au passage de l'ère ouvrière à une société post-industrielle, transition qui remet en cause en quelque sorte " l'existence " des populations ouvrières et immigrées qui y vivent.

Ces mutations ne sont pas sans incidences du point de vue des populations ouvrières qui se sentent menacées par la désindustrialisation et la volonté de " mixité sociale ". Depuis l'entre-deux-guerres, la population ouvrière s'est installée dans cette proche banlieue de Paris avec l'arrivée massive d'entreprises et d'usines<sup>(1)</sup>. Au début des années 1980, les " banlieues rouges " s'étiolent à l'image de notre quartier confronté à la désindustrialisation et à la " crise " : ce quartier est le deuxième de France à être passé sous l'égide des politiques de la ville, après celui bien plus célèbre des Minguettes dans la banlieue lyonnaise. Cela étant, ce quartier connaît une accalmie certaine depuis le milieu des années 90 et n'a guère été touché par la dernière grande émeute alors qu'il possède les mêmes caractéristiques sociales que ceux de Clichy-sous-Bois. Nous nous intéresserons au point de vue des parents et des jeunes sur les émeutes de novembre 2005<sup>(2)</sup>. Puis nous essaierons de comprendre pourquoi il existe aujourd'hui un fort sentiment d'injustice parmi les habitants des quartiers.

## I / Bref retour historique

La question du territoire apparaît centrale dans l'appréhension des modes de sociabilité des " jeunes de cité " <sup>(3)</sup>. Ainsi, la notion de territorialité y est utilisée en tant que support des pratiques culturelles et de manifestations symboliques qui animent ces jeunes dans leur espace résidentiel. Enfants d'ouvriers et d'immigrés, les jeunes observés pour les besoins de l'enquête ont développé des rapports sociaux spécifiques au carrefour d'un syncrétisme d'influences culturelles : traditions " ruralo-maghrébines ", présence d'un islam urbain et individuel, persistance de vestiges culturels ouvriers, manifestation d'une " culture de rue ", influence de la socialisation scolaire (notamment pour les diplômés), intériorisation des normes de la culture du pays d'accueil, intérêt prépondérant pour les médias hollywoodiens et la société dite de consommation. Loin d'être " anomiques ", les pratiques territoriales de ces jeunes sont donc fixées par des règles empruntées à l'islam et régies par des codes culturels communs qui leur sont propres, et qui explique dans nos travaux la présence du concept de " cadre primaire " utilisée par Goffman. Ces modes de vie qui leur sont spécifiques – notamment en ce qui concerne l'héritage arabo-musulman – ont façonné en eux une manière de vivre mais également des schèmes d'interprétation du monde dans lequel ils évoluent. Ceci explique d'une certaine manière l'hostilité qui les anime face aux associations de quartier, la police ou encore la municipalité, même si l'importance de l'histoire sociale locale est déterminante dans leur construction identitaire :

1 / Une dizaine de jeunes dans la cité étudiée au cours des années 1970 et 1980 sont fichés au grand banditisme, élément qui explique les rapports tendus et conflictuels avec la police ;

2 / Au début des années 1980, suite à la mise en place des DSQ, le quartier connaîtra un important développement d'associations et d'institutions chargées de s'occuper de la jeunesse. Mais le tissu associatif à la fin des années 1980 va vite s'essouffler en raison de détournement politique ou de malversations individuelles ;

3/ La première guerre du Golfe et la construction de l'image médiatique et policière des " jeunes issus de l'immigration " comme étant des alliés objectifs de Saddam Hussein en 1991 ;

4 / L'apparition de l'Islam à la fin des années 1980 et les arrestations de certains " barbus " dans le quartier en 1995 ;

5 / La transformation urbanistique ainsi que la rénovation de la cité remettent en cause la présence de ces jeunes dans le quartier qui les a vus naître et grandir. Ces jeunes perdent les repères territoriaux passés (traces physiques de l'espace ouvrier) et ne peuvent se projeter dans l'avenir (arrivés des activités tertiaires et de bureau).

Le territoire devient alors pour eux le support de pratiques identitaires mais également le soutien de modes de sociabilité communes où l'on note une mise à distance des travailleurs sociaux, des résistances envers les acteurs politiques, voire des formes de défiance vis-à-vis de la police. Dans ce contexte nous étudierons une forme d'action sociale sur un territoire local, à savoir la prévention spécialisée et son impact sur les jeunes.

## **II / Les habitants des quartiers populaires et les institutions**

Nous avons regroupé ici les propos de l'ensemble des habitants de ce quartier quels que soit l'âge, le genre et le statut professionnel. Nous avons interrogé les mères de familles qui sont les plus confrontées aux institutions puisque devant gérer les affaires du ménage et des enfants. L'école est sans aucun doute l'institution qu'elles sont amenées à rencontrer puisqu'elles s'occupent le plus souvent de la scolarité des enfants (notamment les mamans immigrées). La plupart des entretiens montre que ces femmes ont parfois souffert d'indifférence voire de mépris pour leurs enfants notamment dans les années 1980. Le sentiment de revanche se montre lorsque ces mères évaluent le parcours positif de la scolarité comme le montre cet entretien :

*« Ma fille aînée a eu le bac avec mention ! Avec mention hein ! Et c'était la seule du lycée à l'avoir avec mention ! Eh, ben la prof d'économie en terminale lui a dit : « pourquoi tu veux faire un concours pour aller dans une grande école ? Tu fais un BTS tourisme et c'est déjà mieux que ta mère qui fait le ménage ! » Ma fille est rentrée à la maison en pleurant et moi je travaillais à la cantine du lycée à l'époque. La prof elle me connaissait et je la servais bien... Depuis ce jour ne lui ai plus dit bonjour et une fois elle est venue me demander ce que j'avais et je lui ai dit : « Écoutez, je ne suis qu'une petite femme de ménage et nous les Arabes, on est là que pour faire le ménage ! » [...] Alors mes enfants sont grands mais je comprends que les petits aient envie de tout casser même si ce n'est pas bien ce qu'ils font ! » (Femme d'origine tunisienne, 59 ans, 5 enfants, préretraite)*

On pourrait corroborer ce témoignage avec une dizaine d'autres de mères de familles confrontées au racisme ou à la discrimination.

Les pères immigrés sont épuisés après avoir travaillé à la chaîne pendant plus de quarante ans dans les industries. Souvent meurtris par le départ du pays d'origine<sup>(4)</sup>, beaucoup évoquent souvent le regret d'avoir quitté leur pays d'origine en raison du sort que les institutions leur ont infligé dans leur jeunesse. Mais ils redoutent par dessus tout la situation qui est faite à leurs enfants ce qui par moments (notamment dans des situations de conflits) les fait réfléchir sur leur départ du pays d'origine<sup>(5)</sup>. Mais on pourrait y associer d'autres habitants de ces quartiers, ouvriers également, mais d'origine française ou européenne qui s'inquiètent de la situation de leurs enfants. Certains ont été touchés de plein fouet par la « crise » et se révèlent de plus en plus contestataires envers les politiques ou le patronat :

*« Depuis le temps que cela devait arriver ! Ça fait quinze ans que je le dis ! Pour les jeunes y'a rien ! Les politiciens s'en foutent, ils pensent qu'à leur gueule ! Y a pas que les jeunes qui doivent descendre dans la rue, nous les Français on est des peureux ! On a notre petite télé, notre bière et le reste on s'en fout ! Le système est pourri et ça va pas aller en s'améliorant ! »* (Ouvrier au chômage, 48 ans, fils d'ouvrier, 1 enfant, divorcé).

Parmi la classe ouvrière ou du moins ce qu'il en reste, on note la résignation des pères immigrés (qui n'ont pas les mêmes droits juridiques que les autres) et un sentiment de colère des ouvriers « Français de souche » comme l'illustrent les derniers propos.

Nous pourrions ajouter aussi les propos des « grands frères », génération des années 1980 située entre les ouvriers d'alors et les « jeunes de cité » d'aujourd'hui, rencontrés par Dubet et confrontés à l'époque à la disparition des « banlieues rouges » et au système social qui l'accompagnait. Ces derniers évoquent aussi la situation difficile d'alors et n'hésitent pas à relancer à travers la mémoire des disparus, les « bavures policières » :

*« Moi je m'en suis sorti, j'ai deux enfants, j'ai ma boîte de louageurs qui tourne bien, je pars en vacances et tout ça ! Mais quand je vois ce que font les petits, je pense à tous les mecs qui sont morts et qui n'ont pas pu fonder une famille parce qu'ils ont clamsé avant trente piges ! Ouais, y en a deux ici dans le quartier qui sont morts butés par la police, c'étaient pas des enfants de chœur, c'est vrai, mais ils les ont tués comme des chiens ! Ils étaient Arabes et c'est ça la différence ! Et les autres qui se sont suicidés en prison ou qui ont terminé dans un hôpital psychiatrique et ben fais l'addition ! Eh bien les jeunes dans ce quartier ils n'ont plus envie de vivre ça ! »* (Chauffeur-Livreur, 39 ans, marié, 3 enfants, né au Maroc).

Résignation, colère ou sentiment de vengeance peuvent prendre des contours multiformes mais les objets sont les mêmes : racisme pour les parents immigrés, sentiment d'abandon pour les classes populaires françaises depuis plusieurs générations et sentiment d'amertume pour la première génération héritière de l'immigration née sur le sol français.

Le sentiment de rejet et de défiance est également présent chez les

jeunes qui habitent la cité. Ces derniers portent un lourd héritage vingt ans après la désindustrialisation et si la plupart des jeunes interrogés lors des émeutes n'ont pas vandalisé leur quartier ou agressé la police, un témoignage de sympathie semble lisible :

*« C'est malheureux mais ça devait arriver ! Depuis le temps [...] Des fois ils nous cherchent tu vois ? Je dis pas qu'il y a des mecs qui foutent la merde, mais des fois ils nous insultent, ou ils nous regardent de travers en voiture en attendant la moindre provocation »* (Petit trafiquant, 26 ans, célibataire, vit chez ses parents).

Les relations entre les jeunes et la police a pris une dimension complexe dans ce quartier même s'il n'y a pas de grande violence et si ce n'est pas un territoire perdu de la République<sup>(6)</sup>. Cela étant, les professions sont de plus en plus perçues sous l'angle institutionnel et politique et donc suspectes à leurs yeux<sup>(7)</sup>. L'histoire locale y est sans doute pour quelque chose notamment quand ces jeunes la ramènent à leur histoire personnelle et familiale en sus de leurs expériences quotidiennes où racisme et discriminations viennent compléter le quotidien. En tout cas, un fort sentiment d'injustice subsiste parmi ces jeunes qui fait ressurgir les processus de dominations et un discours de victimation collective dont les ressorts sont plus ou moins opératoires pour une perception sombre et cynique de la société<sup>(8)</sup>.

Jeunes ou moins jeunes, immigrés ou Français depuis plusieurs générations, la situation apparaît de plus en plus difficile et même s'ils ne partagent tous une vision solidaire unanime des émeutes, les relents de contestations sont de plus en plus visibles<sup>(9)</sup>. Le sentiment d'injustice, conséquence d'une fracture sociale toujours plus grande, nous amène à poser la question de savoir quelles peuvent être les configurations de ces relents notamment à travers la littérature sociologique récente ? S'agit-il d'un mouvement social émergent ou d'une émeute sporadique et inorganisée ? Ou bien peut-on parler de pré-révolte ou d'un sentiment d'injustice confus et diffus ?

## **II / La perception des sociologues sur l'émeute de novembre 2005**

Au travers de la littérature sociologique récente, on observe des interprétations divergentes sur ce phénomène qui a mis en exergue, une fois de plus, des « jeunes de cité » ou « de banlieue ». Parmi les ouvrages sortis, nous pouvons distinguer quelques livres nous permettant d'appréhender le phénomène sous plusieurs angles. L'ouvrage post-émeutes de J. Donzelot met l'accent sur l'idée de la ville défaite<sup>(10)</sup>. Une ville à trois vitesses où l'on retrouve des processus de gentrification, de péri-urbanisation et de « ghettoïsation ». Les habitants des ghettos, souvent immigrés, sont alors les laissés-pour-compte de la modernisation de la ville et de ses logiques. Pour l'auteur, le terme de politique de la ville est une appellation contrôlée d'une politique de régulation des « habitants qui font problème » et que cette politique a fabriqué une sorte d'administration pour « encadrer les indigènes » ce qui va à l'encontre, selon lui, de ce qui fait l'essence de la ville.

Les travaux de ce qu'on pourrait appeler l'école de Bourdieu mettent en avant l'idée que la domination sociale s'exerce de manière impitoyable sur les habitants des quartiers. Ainsi, les jeunes issus de l'immigration sont à la fois

enfants d'ouvriers et d'immigrés dont le destin social est fortement remis en cause car ils subissent la crise mais souffrent également de racisme, de discrimination et se retrouvent d'emblée mis à l'écart des bonnes formations et des bons emplois. En particulier en période de pénurie d'emplois, cette jeunesse des quartiers ne trouvant pas de travail est parfois obligée de commettre des méfaits et des actes délinquants<sup>11</sup>. Les institutions et une partie des médias ont alors tendance à stigmatiser ceux qui sont censés appartenir à la jeunesse dangereuse en séparant le bon grain de l'ivraie<sup>12</sup>. La stigmatisation médiatique, institutionnelle et policière génère à certaines occasions, notamment quand il y a un jeune tué suite à une bavure des forces de l'ordre, à des relents de colère et des émeutes spontanées de la part de la jeunesse des quartiers. Ces émeutes sont alors interprétées comme des soulèvements spontanés sans leader ni motivations semblables à celles des émeutes populaires avant l'ère industrielle que Gérard Mauger nomme 'révolte protopolitique'<sup>13</sup>.

Les travaux de Laurent Mucchielli vont également dans ce sens, sauf qu'il insiste sur l'existence d'institutions républicaines discriminantes et la montée d'une islamophobie rampante liée à la présence de jeunes issus de l'immigration dans l'espace public et médiatique<sup>14</sup>. Les émeutes viennent sanctionner cette situation lorsque ces jeunes ne sont plus aux prises symboliques avec la société, mais en confrontation physique avec les forces de l'ordre ; alors que ces jeunes demandent à être reconnus et à pouvoir participer au projet collectif de notre société (qui n'en a plus de toutes façons<sup>15</sup>). Dans les quartiers sensibles, un des échecs patents de la République s'illustre dans le travail de la police qui pose plus problèmes qu'elle n'apporte de solutions<sup>16</sup>.

Le livre collectif des sociologues H. Lagrange et M. Oberti insiste davantage sur un travail quantitatif<sup>17</sup>. En effet, les différents auteurs montrent qu'il existe des inégalités structurelles peu visibles aux yeux mêmes des « classes populaires » qui en pâtissent. S'il n'y a pas de véritables « ghettos urbains », la mixité sociale se révèle souvent difficile en raison des enjeux scolaires ou de la discrimination au travail qui ne donne pas à tous accès aux mêmes chances. Les émeutes de novembre 2005 sont en quelque sorte une accumulation de la crise de l'école, de la conséquence du chômage et de la présence de grande famille pauvre<sup>18</sup>. Et les habitants des « quartiers sensibles » au regard des indicateurs observés par les contributeurs de ce livre apparaissent comme les plus désavantagés, loin même derrière les marges supérieures des classes dites populaires.

Les travaux de Didier Lapeyronnie reprennent un peu tout ce qui vient d'être dit (domination, discrimination, etc.) mais il insiste plus à la fois sur l'importance du ghetto comme constructeur de « l'expérience vécue »<sup>19</sup> et sur la dimension politique des émeutes comme blocage des institutions. Il met en avant l'idée que l'émeute n'est pas une violence gratuite mais bien au contraire un atout dont disposent ces jeunes pour faire parler d'eux et bloquer le pays. En effet, pour Lapeyronnie, le mouvement ouvrier qui avait pris conscience que l'usine et la « machine » ne tourneraient pas sans eux, les ouvriers bloquaient en quelque sorte les « moyens de production » ; à l'instar des ouvriers en grève, les jeunes émeutiers ont pris conscience que leur seul atout était de empêcher de faire tourner des institutions ou des entreprises qui existent sans se soucier d'eux ou qui les ont tout simplement rejetés<sup>20</sup>.

L'ouvrage de Sébastien Roché – le plus récent sur la question – insiste plus directement sur la dimension « phénomène de groupe » concernant les émeutes<sup>21</sup>. Certes, il n'évacue pas la question sociale et notamment le contexte dégradé de certains quartiers mais il insiste sur la nature très conflictuelle des rapports sociaux entre les minorités et les forces de police. C'est pourquoi, selon lui, la dimension de groupe est importante car ces jeunes, souvent socialisés dans des processus délinquants, ont envie d'en découdre avec la police. L'auteur insiste aussi sur l'excitation à la violence, la recherche de l'action et le goût du risque de ces jeunes d'une manière générale.

Enfin, dans un tout autre ordre d'idée, les travaux de Patrick Haenni mettent l'accent sur l'Islam d'une manière générale<sup>22</sup>. En montrant que le politique a progressivement disparu des « quartiers sensibles », il insiste également que les associations laïques et confessionnelles (même musulmanes) se sont progressivement éloignées de la jeunesse populaire de ces quartiers. Ces jeunes, enfants d'immigrés mais également d'ouvriers français « de souche », ne trouvent plus de relais politiques et associatifs pour faire passer leur souffrance. C'est pourquoi, selon lui, le recours au salafisme shaykhiste qui consiste à un repli sur l'individu et préconise une rupture avec la société française et la communauté. À l'échec de l'islamisme politique dans les banlieues défavorisées on voit apparaître le développement de structure politique radicale comme le salafisme jihadiste qui incarne, d'une part, le terrorisme et la violence mais aussi les émeutes s'interprétant comme une crise de la relation politique dans ces quartiers, d'autre part<sup>23</sup>. Pour Patrick Haenni, le militantisme politique qui fait défaut dans la jeunesse des « quartiers sensibles » peut déboucher sur le djihad et son corollaire qu'est le terrorisme global ou bien sur la dimension émeutière qui consiste à interpeller l'État sur ses manquements ou ses carences en brûlant des voitures ou des écoles.

L'ensemble de ces interprétations divergentes mais souvent complémentaires nous amène à repenser les propos recueillis lors de notre enquête de terrain. Le sentiment d'injustice est sans aucun doute le dénominateur commun à tous ces travaux, même si les causes ou les motivations semblent différentes d'une école de pensée à l'autre. C'est pourquoi il reste difficile à la fois de trancher et de proposer une conclusion afin de tirer des enseignements sur cet événement quelque peu dramatique.

## Conclusion

Il nous paraît difficile de conclure ici sur les causes réelles de ses émeutes. Cependant, nous pourrions affirmer que les émeutes urbaines post-industrielles intrinsèques aux « quartiers sensibles » sont apparues au début des années 1980 dont la plus significative fut celle des Minguettes. Il s'ensuivit progressivement au courant des années 1980 d'autres types d'insurrections similaires mais il faudra attendre la décennie 1990 pour y voir un phénomène plus important et plus constant. Les émeutes de novembre 2005 viennent clôturer ce chapitre d'agitations locales pour en ouvrir un autre : une émeute longue de trois semaines et qui a pris une dimension territoriale importante. La nouveauté réside dans l'ampleur du phénomène en raison de sa dimension nationale et temporelle.

Il reste que cette émeute ne possède pas de leader ni d'objectif déclaré. De même, aussi bien dans les entretiens que nous avons menés que dans les travaux des autres auteurs, nous saisissons bien les enjeux de la question sociale, le sentiment d'injustice des jeunes de ces quartiers mais nous ne pouvons pas comprendre de manière explicite le « passage à l'acte ». Comment peut-on passer d'une situation d'exclusion sociale véhiculée par la souffrance au fait de brûler des voitures et des supermarchés ? La réelle question se trouve, à mon sens, à ce niveau d'enquête. Il apparaît très clairement que cette mobilisation ne concerne qu'une partie de la jeunesse des « quartiers sensibles », et non pas l'ensemble des jeunes de milieu populaire.

Cela étant, pour l'ensemble des habitants des quartiers, réside et se développe un fort sentiment d'injustice et de contestations<sup>24</sup> oscillant entre théorie du complot et mauvaise gestion de la société et de leur sort. Les émeutiers sont politiquement isolés. Leur situation sociale difficile est certes un peu moins enviable que les autres mais le sentiment de relégation sociale touche aujourd'hui une partie de la jeunesse française voire même la frange inférieure des « classes moyennes »<sup>25</sup>. Il est alors indispensable de prendre la mesure de ce qui pourrait causer des scissions irrémédiables entre une frange des « couches populaires » et des institutions républicaines où les logiques d'action se trouvent brouillées par le libéralisme, la compétition, les enjeux électoraux, les querelles de professionnels et l'incapacité de faire face à une conjoncture qui a fragilisé l'ensemble des classes populaires et même moyennes. Et surtout, comme le suggère E. Todd dans un livre un peu ancien, lorsqu'il évoque les possibilités d'une révolte en France en raison d'une prise de conscience des « classes moyennes » qui partageront le même destin de relégation sociale comparable à celle des « classes populaires » aujourd'hui<sup>26</sup>. Cela revient à repenser le concept de « multitudes » élaboré par A. Negri et M. Hardt lorsqu'ils évoquent le sort des perdants de la mondialisation, sorte de nouveau sous-prolétariat mondial qui partage les mêmes souffrances mais pas la même communauté d'expérience<sup>27</sup>. Les émeutes post-industrielles originaires des « quartiers sensibles » restent plus ou moins isolées dans l'immédiat. Mais si la situation sociale se dégradait, nous pourrions sans aucun doute envisager ce scénario catastrophe avec une ramification des destins sociaux disparates au départ. C'est pourquoi, cette contribution n'en est pas moins un appel à une véritable enquête sociologique sur les motivations explicites des émeutiers pour un fait qualifié de « violences urbaines ».

## Notas

1. Tout d'abord nous avons eu l'exode rural avec l'arrivée massive d'enfants de paysans en provenance du Nord, des Pays de Loire et du Centre selon les recensements de 1926 et 1931. Puis, dans les années 1950 ce quartier a été habité par les enfants de ces migrants, première génération d'enfants d'ouvriers. Enfin, dans les années 1970 cette population ouvrière a fait place, depuis deux générations, aux travailleurs originaires d'Afrique du Nord. À l'époque de l'enquête de terrain, nous parlons des enfants d'immigrés et d'ouvriers qui ne peuvent plus devenir ouvriers.

2. Nous tenons à préciser que nous n'avons pas pu interroger les adultes, le plus souvent hostiles aux jeunes dont on suppose qu'ils votent Front National. Nous n'avons pas pu interviewer également les musulmans pratiquants qui condamnent fermement les émeutes...

3. Pour mieux connaître la nature des modes de sociabilité des enfants d'immigrés qui vivent dans des logements sociaux, je renvoie à mon livre É. MARLIÈRE, *Jeunes en cité. Diversité des trajectoires ou destin commun ?*, Paris, L'Harmattan, 2005.

4. A. SAYAD, *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Seuil, 1999.

5. Pour lire certains entretiens Cf. É. MARLIÈRE, « Les habitants des quartiers : solidaires ou adversaires des émeutiers ? », in V. LE GOAZIOU, L. MUCCHIELLI, *Quand les banlieues brûlent ... Retour sur les émeutes de novembre 2005*, Paris, La découverte, 2006, p. 72-86.

6. É. MARLIÈRE, « La police et les jeunes de cité », *Agora*, 2005, n° 39, p. 94-104.

7. É. MARLIÈRE, « Dispositifs de discipline et logiques de résistance. L'intervention sociale vue par les jeunes d'une cité de Gennevilliers (92) », *Le Passant Ordinaire*, 2003, n° 44, p. 33-36.

8. É. MARLIÈRE, « Le sentiment d'injustice chez les jeunes d'une cité H.L.M. », *Société et jeunesse en difficulté*, n°2, 2006, <http://sejed.revues.org/document208.html>.

9. D'ailleurs, l'absence d'électeurs du Front National dans notre recherche, nuancerait certainement ce sentiment de solidarité. Mais ces derniers font partie également de ces personnes contestataires et n'hésitent pas à voter pour un parti d'extrême droite en raison d'une perception négative de la société et de ses dirigeants, ce qui leur fait partager une vision cynique et désenchantée du système.

10. J. DONZELOT, *Quand la ville se défait. Quelle politique face à la*

*crise des banlieues ?*, Paris, Le Seuil, 2006.

11. L. WACQUANT, *Parias Urbains, Ghetto-Banlieue-Etat*, Paris, La découverte, 2006.

12. S. BEAUD, M. PIALOUX, « La « racaille » et les « vrais jeunes » : critique d'une vision binaire du monde cités », *Banlieue, lendemains de révolte*, Paris, La Dispute et Regards, 2006.

13. G. MAUGER, *L'émeute de novembre 2005. Une révolte protopolitique*, Paris, Le Croquant, 2006.

14. L. MUCCHIELLI, *Violences et insécurités. Fantômes et réalités dans le débat français*, Paris, La découverte, 2001.

15. L. MUCCHIELLI avec la participation de Abderrahim AIT OMAR, « Introduction », in V. LE GOAZIOU, L. MUCCHIELLI, *op. cit.*, p. 5-30.

16. M. MOHAMMED, L. MUCCHIELLI, « La police dans les « quartiers sensibles » : un profond malaise », in V. LE GOAZIOU, L. MUCCHIELLI, *op. cit.*, p. 98-119.

17. H. LAGRANGE, M. OBERTI (dir.), *Émeutes urbaines et protestations. Une singularité française*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences politiques, 2006.

18. H. LAGRANGE, « La structure et l'accident », in M. OBERTI, H. LAGRANGE, *Emeutes urbaines et protesations, op. cit.*, p. 105-130.

19. D. LAPEYRONNIE, « Racisme, espaces urbains et ghetto », in M. BOUCHER, *Discriminations et ethnicisation. Combattre le racisme en Europe*, Paris, Éditions de l'Aube, 2005, p. 55-81.

20. D. LAPEYRONNIE, « « Révolte primitive » dans les banlieues françaises, *Déviance et Société*, n°4, 2006.

21. S. ROCHÉ, *Le frisson de l'émeute. Violences urbaines et banlieues*, Paris, Le Seuil, 2006.

22. P. HAENNI, *L'Islam de marché*, Paris, Le Seuil, 2005.

23. P. HAENNI, « La France face à ses musulmans : émeutes, jihadisme et dépolitisation », *Esprit*, n° 10, octobre 2006, p. 112-145.

24. Même pour les électeurs du Front National.

25. Lire les travaux de L. CHAUVEL, *Le destin des générations. Structure sociale et cohortes à la fin du 20<sup>e</sup> siècle*, Paris, P.U.F., 2002 ; *Les classes moyennes à la dérive*, Paris, Le Seuil, 2006.

26. E. TODD, « La France écartelée », in E. TODD, *L'illusion économique*, Paris, Le Seuil, 1998, p. 265-291.

27. M. HARDT, A. NEGRI, *Empire*, Paris, Exils Éditeur, 2000.

### **Bibliographie**

BEAUD, S, PIALOUX, M. « La « racaille » et les « vrais jeunes » : critique d'une vision binaire du monde cités ». *Banlieue, lendemains de révolte*. Paris : La Dispute et Regards, 2006.

CHAUVEL, L. *Les classes moyennes à la dérive*. Paris : Le Seuil, 2006.

CHAUVEL, L. *Le destin des générations. Structure sociale et cohortes à la fin du 20<sup>e</sup> siècle*. Paris : P.U.F., 2002.

DONZELOT, J. *Quand la ville se défait. Quelle politique face à la crise des banlieues ?*. Paris : Le Seuil, 2006.

HAENNI, P. *L'Islam de marché*. Paris : Le Seuil, 2005.

HAENNI, P. « La France face à ses musulmans : émeutes, jihadisme et dépolitisation », *Esprit*, n° 10, octobre 2006, p. 112-145.

HARDT, M., NEGRI, A. *Empire*. Paris : Exils Éditeur, 2000.

LAGRANGE, H., OBERTI, M. (dir.). *Émeutes urbaines et protestations. Une singularité française*. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences politiques, 2006.

LAPEYRONNIE, D. « Racisme, espaces urbains et ghetto ». In BOUCHER, M. *Discriminations et ethnicisation. Combattre le racisme en Europe*. Paris : Éditions de l'Aube, 2005, p. 55-81.

LAPEYRONNIE, D. « Révolte primitive » dans les banlieues françaises, *Déviance et Société*, n°4, 2006.

MARLIÈRE, E. *Jeunes en cité. Diversité des trajectoires ou destin commun ?*. Paris : L'Harmattan, 2005.

MARLIÈRE, E. « Dispositifs de discipline et logiques de résistance. L'intervention sociale vue par les jeunes d'une cité de Gennevilliers (92), *Le Passant Ordinaire*, 2003, n° 44, p. 33-36.

MARLIÈRE, E. « Les habitants des quartiers : solidaires ou adversaires des émeutiers ? ». In :

LE GOAZIOU, V, MUCCHIELLI, L. *Quand les banlieues brûlent ...*

*Retour sur les émeutes de novembre 2005*. Paris : La découverte, 2006. p. 72-86.

MARLIÈRE, E. « La police et les jeunes de cité », *Agora*, 2005, n° 39, p. 94-104.

MARLIÈRE, E. « Le sentiment d'injustice chez les jeunes d'une cité H.L.M. », *Société et jeunesses en difficulté*, n°2, 2006, <http://sejed.revues.org/document208.html>.

MAUGER, G. *L'émeute de novembre 2005. Une révolte protopolitique*. Paris : Le Croquant, 2006.

MUCCHIELLI, L. *Violences et insécurités. Fantômes et réalités dans le débat français*. Paris : La découverte, 2001.

ROCHÉ, R. *Le frisson de l'émeute. Violences urbaines et banlieues*. Paris : Le Seuil, 2006.

SAYAD, A. *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*. Paris : Seuil, 1999.

TODD, E. « La France écartelée ». in : TODD, E. *L'illusion économique*. Paris : Le Seuil, 1998. p. 265-291.

WACQUANT, L. *Parias Urbains, Ghetto-Banlieue-Eta*. Paris : La découverte, 2006.